

RENCONTRE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, AVEC LA PRESSE FRANÇAISE, À L'AÉROPORT DE LIÈGE-BERSET, NOTAMMENT SUR LA POSITION FRANÇAISE SUR LES EUROMISSILES ET LE DÉARMEMENT, VENDREDI 14 OCTOBRE 1983.

14 OCTOBER 1983 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, juste avant de partir, n'ayant pas eu l'occasion de rencontrer en groupe les journalistes français, car il s'agit bien d'eux, nous allons passer un bref moment, si vous voulez me parler des questions qui vous paraissent devoir utilement justifier des précisions. Je suis là pour cela. Je ne sais pas de combien de temps on dispose, une demi-heure au maximum, donc ne nous attardons pas, d'autant plus qu'assez d'explications ont été données pendant ces deux jours pour que des gens à l'esprit rapide, comme c'est le cas de ceux que j'ai devant moi, ne reviennent pas sur ce qui est tout à fait entendu. Je vous écoute.

- QUESTION.- Vous avez été interpellé, interrogé ... (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas été interpellé, j'ai vu quelques pancartes, oui, mais je n'ai pas eu à en débattre. Sous quel aspect ? Je connais l'affaire de Chooz, sous deux aspects. Sous l'aspect proprement écologique et sous l'aspect qui a été débattu par les ministres compétents, de la répartition des tâches, des fonctions et de la technologie entre la France et la Belgique pour le développement nucléaire. Alors, je ne sais pas sous quel aspect vous voulez m'en parler .

- QUESTION.- Le bourgmestre de Liège a suggéré que la région wallonne pourrait être associée à la décision d'une centrale nucléaire à Chooz.

- LE PRESIDENT.- Personnellement, je pense que c'est une bonne idée puisque nous pratiquons en France une décentralisation où nos régions auront leur mot à dire mais c'est une affaire interne à la Belgique sur laquelle je ne peux trancher.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans une semaine à peu près, d'importantes manifestations vont se dérouler, manifestations pacifistes en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et aussi en France. Alors, je voudrais avoir votre sentiment sur l' -état de l'opinion publique française.

- LE PRESIDENT.- C'est à vous de me le dire. Vous êtes d'une certaine façon à l'écoute de la population française. On verra bien ce qui se passera le 23. Je peux supposer, comme vous, qu'un certain nombre de Français se préoccupent du devenir immédiat dans la mesure où, vous le savez bien, à-partir de la mi-novembre se posera en termes très aigus le problème de l'équilibre des forces en Europe et, à-partir de là, les échéances se précipiteront. Je sais que le 23 octobre, il y aura des Français, il y aura des Belges, il y aura des Allemands, etc ... dans une bonne partie de l'Europe occidentale, des manifestations dans ce sens. Je ne suis pas sûr que toutes les raisons convergent exactement. La position du gouvernement français est connue, elle est quelquefois mal comprise. J'attends de vous que vous m'aidiez à la faire tout à fait comprendre. Le problème est assez ardu en soi pour qu'on n'y ajoute pas des malentendus.\

QUESTION.- Justement, à propos des malentendus, les propos sur l'équilibre des forces en Europe ont été perçus par la presse belge, par certains partis politiques comme une ingérence dans les affaires intérieures de la Belgique. Alors, est-ce que vous vous êtes bien exprimé sur ce propos ou bien est-ce qu'on a mal interprété vos propos ?

- LE PRESIDENT.- Mes propos ont été enregistrés, il suffit de s'y reporter. Je n'ai pas un seul moment évoqué le problème propre à la Belgique de l'installation des missiles de croisière. C'est la première fois que je prononce ce mot, d'ailleurs, au moment de partir et parce que vous me posez la question. Si je m'en étais occupé, alors en effet, j'aurais pu, dans l' -état de passion où se trouve l'opinion, j'aurais pu apparaître comme intervenant dans le débat interne de la Belgique mais je ne l'ai pas fait. J'ai pris position, répété une prise de position connue de vous, sur l'armement français, par -rapport à une situation que je -recherche qui est celle de l'équilibre des armements, l'équilibre de l'armement ici et là, à l'Est et à l'Ouest, recherchant cet équilibre au plus bas niveau possible. Voilà les trois thèmes que j'ai développés. Je n'en ai pas développé d'autres. Il est difficile toujours, de parler raison quand ce sont les passions qui dominent. Avec un peu d'obstination, je l'espère, de la clarté de langage et une grande

fermeté de décision, car les positions de la France sont prises, elles ne seront pas changées et je pense que nous serons de plus en plus et de mieux en mieux compris. Mais je tiens à vous dire : retournez aux textes. Si ce n'est déjà fait, ils vous seront distribués. Je ne puis m'interdire de parler des euromissiles, d'autant plus qu'on me pose la question. Le Roi des Belges l'avait fait avant moi, chacun des bourgmestres aussi.\

`suite réponse` Mais si l'on parle des euromissiles, tout aussitôt, je fais entendre et je l'ai trois fois répété, que je pense et que je suis comme ceux qui veulent réduire leur nombre. La situation idéale eût été qu'il n'y en eût pas du tout. Comme on le voit, les deux grands partenaires buttent sur ce sujet, ne parviennent pas à ouvrir véritablement une négociation sur les euromissiles, c'est-à-dire sur les forces nucléaires intermédiaires. On a le droit de s'en plaindre, s'en inquiéter mais la France, si j'ose dire, n'a rien à voir là-dedans sinon comme grand pays européen préoccupé de l'état de l'Europe et des risques de guerre. Mais la France, en tant que telle, ne participe pas à la conférence de Genève, n'a pas à y participer, et on ne débat pas à Genève aujourd'hui, dans cette négociation force intermédiaire, du type d'armement dont dispose la France.

- Donc, les choses devraient être tout à fait claires. Cela est du domaine de mon pays car quiconque se plaindrait que la France s'ingérât dans les affaires des autres ne se gêne pas pour disposer, prendre en compte, les armes françaises. A cet égard, je le répète, tout est clair : nos armes n'ont rien à faire dans cette négociation parce que ni les Russes, ni les Américains ne discutent des armes du même type qui leur appartiennent. On se trompe de négociations. Il ferait beau voir deux pays étrangers qui ne mettent pas sur la table, par exemple, leurs sous-marins, et qui voudraient que la France, qui ne participe pas à la négociation, apportât les siens. Enfin, tout cela est absurde. Vous l'avez déjà compris, je n'insiste pas.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que dans la mesure où c'est vous qui parlez le plus haut sur cette affaire-là, l'équilibre des forces nécessaires pour la paix, est-ce que vous ne sentez pas certains signes selon lesquels certains gouvernements donneraient du mou, seraient tentés de faire pression sur la France et l'abandonnent avec sa force pour que Genève réussisse ?

- LE PRESIDENT.- Une tentation, je ne dis pas que c'est celle du gouvernement, mais d'une fraction de l'opinion, c'est vrai, par un raccourci qui serait dangereux et qui correspond, je le répète, à rien. On voit très bien comment on pourrait se débarrasser de l'affaire en disant : ah, c'est la France qui est l'obstacle et puis tout s'arrangerait à Genève. Mais ce n'est pas vrai. Nous ne sommes pas l'obstacle, on ne parle pas de la même chose. J'ai moi-même dit à l'Organisation des Nations unies `ONU` que si l'on parlait des armes stratégiques, les grandes puissances nucléaires - elles sont cinq - auraient peut-être quelque chose à se dire et j'ai tout aussitôt indiqué - parce qu'il faut parler clair et honnêtement dans cette affaire comme dans les autres - j'ai tout aussitôt indiqué un certain nombre de conditions qui devraient être remplies pour cela et elles sont loin d'être remplies.

- La première discussion a quelque chose de fallacieux. On dit : 350 ou même 250 en Europe, SS 20 `missiles`. On oublie généralement de préciser à 3 têtes, c'est-à-dire 1050. On dit : 164 fusées occidentales anglaises et françaises. Alors, ce sont des chiffres qui paraissent comparables. Que l'on débâte soudain de forces stratégiques comme ça devrait être le cas, du côté anglais et du côté français, alors on retrouvera les 98 fusées françaises, on retrouvera les 65 fusées anglaises, et puis on trouvera les 9000 fusées américaines `fusées Pershing` et les 9000 fusées soviétiques. A ce moment-là, les choses apparaîtront avec beaucoup plus de clarté dans l'esprit de l'opinion. On verra si l'on peut continuer à comparer ce qui n'est pas comparable. D'ici là, cela n'a pas de sens que d'entretenir une campagne disant que la France qui, je le répète, n'a pas été invitée à Genève, - je ne dis pas qu'elle y serait allée - enfin elle n'a pas été invitée, puisse comme cela faire don de sa sécurité à deux grands pays qui n'ont pas fait grand chose pour l'assurer eux-mêmes.\

QUESTION.- Monsieur le Président, puisqu'on parle d'armement, d'autres types d'armement, est-ce que la France a livré ou envisage de livrer les Super Etendard à l'Irak ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà dit à l'Organisation des Nations unies `ONU` que je répondrai à cette question lorsque je saurai exactement quels sont les fournisseurs d'armes à l'Irak et à l'Iran. Parce qu'enfin cette guerre dure déjà depuis très longtemps et comme ni l'un ni l'autre ne fabrique des armes, il faut bien supposer qu'on leur en vend, et qu'on en vend aux deux. Il y a les fournisseurs d'armes pour l'Irak et les fournisseurs d'armes pour l'Iran, il y a les fournisseurs d'armes pour les deux. Ceux là sont

Iran et les fournisseurs d'armes pour Iran, il y a les fournisseurs d'armes pour les deux. Ceux-là sont les plus éclectiques et c'est de ceux-là qu'on ne parle pas. Alors, je vous en prie, attirez l'attention de la France qui en est encore à exécuter les contrats signés avant 1981, on en est encore là. On en arrivera au moment, aussi, où il y aura des contrats signés depuis. Je ne vois pas pourquoi on attire l'attention sur cette affaire et j'attends la réponse à la question posée avant de répondre à la vôtre.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous n'avez pas le sentiment que la thèse que vous défendez pose un problème de politique intérieure en France étant donné qu'une partie de la majorité ne partage pas tout à fait vos opinions.

- LE PRESIDENT.- Là vous revenez à la conversation précédente.

- QUESTION.- Oui, avec une nuance, est-ce qu'il est dans votre intention d'expliquer publiquement aux Français votre position sur le problème des euromissiles ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que le moment devrait venir surtout avec les tensions qui vont s'accroître au cours des deux prochains mois, je pense que le moment va venir où il sera bon que j'expose les aspects principaux de la politique étrangère et de la politique de défense de la France à l'opinion publique française.\

QUESTION.- Monsieur le Président, les écologistes dans cette région ont parlé d'un problème d'environnement à propos d'une centrale nucléaire et ils ont parlé aussi d'un problème d'équilibre des forces armées. Est-ce que vous croyez qu'il y a deux sortes d'écologistes : ceux qui s'occupent d'environnement et ceux qui poursuivent des visées internationales ?

- LE PRESIDENT.- Moi, vous savez, vous me posez une question, je ne suis pas un expert des problèmes écologiques, je veux dire dans les relations entre eux. L'écologie m'a toujours intéressé en tant que telle, elle m'a intéressé depuis le premier jour où j'ai trouvé que la nature méritait d'être protégée contre l'ignorance et les dévastations de l'homme, qu'il faut aussi un équilibre entre l'espèce humaine et la nature qui l'entoure. Mais cela fait déjà très longtemps que je le savais, vous aussi, sans doute d'ailleurs. Alors ne me faites pas entrer dans des méandres où je me perdrais. Quoique les méandres cela tourne comme cela, on peut ne pas s'y perdre en se laissant filer au fil de l'eau. Vous êtes peut-être allé voir le fleuve Méandre vous-même ? J'ai pu le voir de mes yeux et constater que l'expression ne mentait pas.\

QUESTION.- Quelles réflexions vous inspire ce voyage en Belgique quant aux relations privilégiées entre la France et la Belgique ?

- LE PRESIDENT.- Je peux dire, vous l'avez constaté, que les relations sont bonnes, elles sont même très bonnes. On ne va pas se réfugier derrière le récit, qu'il était bon de rappeler, parce qu'après tout, les sentiments ce n'est pas mauvais dans la vie, enfin c'est une amitié qui dure déjà depuis plusieurs générations, depuis la fondation même de la Belgique et même avant. Bon alors j'avais derrière moi toute cette histoire qui facilitait considérablement ce type de voyage. Cette amitié a été constamment entretenue et Dieu sait si nous l'avons vécue ensemble et cruellement pendant les deux guerres mondiales. Bon, alors tout cela étant, ce terrain étant préparé depuis si longtemps, il m'était tout à fait facile de me trouver à l'aise avec mes hôtes belges, mais enfin, ils y ont ajouté, je crois, beaucoup de cordialité, beaucoup de sérieux. Nous avons été, nous Français, très bien reçus et cela incite tout naturellement un ami qui est bien reçu à éprouver, à exprimer de la gratitude à l'égard de ceux qui ont été si utiles, si aimables au cours de ces deux derniers jours. Et puis on a parlé de choses sérieuses. Les problèmes bilatéraux ne sont pas nombreux. Nos contentieux sont très limités : quatre, cinq questions d'usages, de vie courante entre deux pays qui ont plus de 500 kilomètres de frontière commune. Nous avons donc davantage été attirés par certaines considérations touchant aux affaires internationales et d'abord aux problèmes de la Communauté `CEE`.

- Nous avons parlé naturellement de la politique générale du monde, mais contrairement à ce que j'ai lu ici ou là nous n'avons pas du tout parlé du problème initialement posé ici des missiles de croisière en Belgique, pas du tout. Nous avons veillé précisément à ce que cela n'occupe pas nos discussions, parce que mon rôle n'était pas d'exercer quelque pression que se fût sur un gouvernement ami, il n'en avait d'ailleurs pas l'intention lui-même. Je peux dire que je garde de ce voyage une bonne impression, envie de revenir, mais autrement, quand même, je ne veux pas mobiliser tout le monde comme cela, à longueur d'année, mais je retrouverai avec plaisir les circuits que je refaisais auparavant à mon volant pour aller voir et admirer ce pays dans sa diversité.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez vécu pendant deux jours dans un pays où la réalité institutionnelle est assez particulière. Vous-même et vos ministres ont d'abord dialogué avec l'Etat central, or il y a une autre réalité qui est la réalité régionale et communautaire. Est-il inconcevable que vous annonciez un dialogue avec ces instances ?

- LE PRESIDENT.- Bien. J'ai d'abord été reçu, en effet, par le gouvernement central, national puis ensuite je suis allé dans deux provinces. Je suis allé dans deux grandes villes très symboliques l'une et l'autre de la réalité belge, soit flamande, soit wallonne, Gand et Liège. Je peux donc dire que j'ai vu la Belgique, non pas sous tous ses aspects, ce serait bien présomptueux, mais sous des aspects particulièrement sensibles. Alors ce que j'en pense, je ne vous dirai rien qui soit extraordinaire. Les différences de points de vue sont évidentes et en même temps en tant que Président de la République française, Chef de l'Etat, de notre Etat souverain, je me suis bien gardé de me mêler en quoi que ce soit d'un problème qui n'est pas le mien.

- QUESTION.- On a l'impression, monsieur le Président, que les Wallons et les francophones attendaient de vous quelque chose de plus précis sur le dossier justement de la francophonie. Ne pouvez-vous pas à la veille du bicentenaire de l'Alliance française apporter quelques éléments concrets sur ce dossier ?

- LE PRESIDENT.- On, c'est vous on ...

- QUESTION.- Les Wallons qu'on a pu entendre aujourd'hui dans Liège ...

- LE PRESIDENT.- Ah, vous avez entendu des plaintes. Moi, j'ai entendu des gens qui étaient très contents, c'est tout. Mais enfin, vous avez l'oreille plus fine que moi. J'ai parlé de la langue française, donc de la francophonie, cela veut dire un peu cela, j'en ai parlé beaucoup, j'en ai parlé suffisamment dans mon allocution à l'hôtel de ville puis j'en ai parlé alors énormément dans les conversations que j'ai eues avec les responsables.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que le fait d'expliquer la position de la France lorsque vous êtes à l'étranger, en Allemagne ou (inaudible) correspond à une certaine idée de la responsabilité de la France en-matière de défense européenne ?

- LE PRESIDENT.- Mais madame, j'en parle parce qu'on m'en parle. Lorsque je me suis exprimé sur ce sujet une première fois c'est en répondant au discours du Roi des Belges qui avait traité ce sujet, puis à Gand, ou plutôt à la mairie de Bruxelles, ce sujet a été traité par le bourgmestre et puis lorsque j'étais tout à l'heure à Liège, ce sujet est traité par le bourgmestre, j'ai répondu à des allocutions, je n'ai pas cherché à traiter de ce terrain-là. Ne pas répondre eut pris alors une toute autre signification, mais je répondais, au souci d'ailleurs légitime, tout à fait légitime, parfaitement compréhensible, des autorités de ce pays.

- Alors, que la France ait un rôle particulier, écoutez, la France dispose d'un armement qui doit, qui a pour objet d'assurer la dissuasion et donc la sécurité, non pas pour faire ou gagner une guerre, mais pour n'en pas avoir. Cet armement est adapté à la France, à son importance, à l'étendue de son territoire et à ses moyens. Nous ne sommes pas indifférents à ce qui se passe en Europe et particulièrement parmi nos voisins. Nous avons même des accords particuliers, même une Alliance `Alliance Atlantique` et nous avons des traités que nous avons mis en oeuvre, signés il y a plus de vingt ans avec l'Allemagne `RFA`, mais il n'empêche que nous avons adapté notre armement à nos moyens. N'extrapolons pas, nous ne sommes pas les gendarmes de l'Europe à ses frontières.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pendant votre visite est-ce que vous ou vos ministres ont parlé de la faiblesse du Franc belge et du Franc français et des relations entre les deux, parce qu'il y a deux semaines, la semaine dernière, les autorités belges ont suggéré que la politique française envers le Franc ennuie un peu le Franc belge, donc la question de coordination et aussi le système, futur, du système intereuropéen ?

- LE PRESIDENT.- Peut-être le ministre des relations extérieures, ou tel autre ministre a pu en parler, enfin moi je n'ai pas eu de conversation à ce sujet. Comme il se devait, le Franc français est intervenu en soutien du Franc belge à un moment donné, donc les choses ont fonctionné normalement. Le Franc français ne se porte pas mal. Je ne comprends pas le sens de votre question.\

QUESTION.- Monsieur le Président, au début de l'année prochaine vous deviendrez le Président de la Communauté. Quelle est la conception que vous avez actuellement de votre future mission ?

- LE PRESIDENT.- J'ai encore le temps d'y penser. Je pense simplement qu'il y a quelques domaines où

la Communauté présente marche vraiment bien mal : définition de la politique et des structures agricoles, le budget lui-même, d'autres domaines encore. Bon, c'est comme cela : le repli sur soi, la violence de la crise, incitent aux égoïsmes nationaux, mais égoïsmes mal compris, puisque c'est l'intérêt de chacun des pays de l'Europe que de faire marcher l'Europe.

- Je crois qu'il faut y ajouter une dimension indispensable : comme naguère certains grands esprits osèrent s'attaquer aux problèmes du charbon et de l'acier, je pense qu'il faut savoir s'attaquer maintenant aux problèmes de l'électronique. La somme des intelligences et des techniques européennes vaut bien celle des autres et comme vous le savez, la somme des dépenses de recherche de l'Europe dépasse celle des autres avec des résultats infiniment moindres. Comme l'intelligence est pour le moins égale, c'est essentiellement le manque d'unité et d'efforts en commun et de volonté politique qui explique cette faiblesse. Il faut tout faire pour y parer. Ce sera vraiment l'un de mes objectifs principaux.

- J'avais saisi de ce problème sur un autre -plan, avec une autre dimension le sommet de Versailles. A l'issue de cette proposition, une commission a été instituée, un rapport rédigé, des suggestions faites et finalement des décisions prises, touchant dix-huit secteurs de la technologie moderne. Sur ces dix-huit secteurs, plusieurs d'entre eux commencent, à ce niveau, des sept pays industrialisés, - mais vous savez que la Communauté participe - commencent à voir le jour. Je voudrais que l'Europe des Dix comprenne qu'il ne faut pas qu'elle prenne de retard dans ce domaine. Donc, ce sera mon premier soin.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans une interview à un journal belge vous lui aviez dit, je crois, que vous souhaitiez un règlement global des problèmes en suspens lors du prochain sommet d'Athènes.

Faut-il y voir un préalable à toute nouvelle avancée dans la construction européenne ?

- LE PRESIDENT.- Non, cette idée ne m'était pas venue, non. Vous êtes en-train de me la donner. Non, non, pas du tout. Ce que je veux dire, c'est qu'il n'y a pas de solution préalable, comme cela, globale. Mais dans le débat agricole, il est vraiment très difficile, sans poser cela en termes de droit, de parler de l'élargissement, par exemple, alors que s'agissant de la politique agricole, les pays membres de l'actuelle communauté ne sont même pas parvenus à définir une politique agricole cohérente. Les choses se tiennent, de même il a été entendu à Stuttgart que le règlement de la demande britannique pour sa contribution était strictement liée à des dispositions nouvelles de l'Europe elle-même, de la Communauté `CEE` elle-même, devant se donner les moyens d'élargir sa politique. Alors tout se tient, ce n'est pas une condition préalable.\

QUESTION.- Sur la francophonie ...

- LE PRESIDENT.- Vous savez que nous avons créé, cela a été publié à l'issue d'un conseil des ministres récent, nous avons réorganisé, simplifié notre propre démarche. Nous avons éclairé nos démarches internationales, soit autour de l'Agence de coopération culturelle et technique, soit par la mise en place de cette francophonie au travers des relations internationales qui rencontrent des obstacles qui ne viennent pas de la France, mais de certains antagonismes dont le plus connu est celui du Canada avec le Québec. Nous nous sommes tout à fait ouverts à toutes les situations qui s'offriront et nous voulons en tout cas avancer.

- Le ministre des relations extérieures `Claude Cheysson` français a inauguré une façon de faire aux Etats-Unis, par exemple, il réunit à chaque session l'ensemble des pays dont les délégués parlent français. Il y a des surprises, je crois que l'on a pu réunir comme cela, j'ai peur de commettre une erreur, une quarantaine de pays à la dernière session, dont certains ne sont pas des pays vraiment francophones, mais dont les principaux responsables, ceux qui s'expriment à l'Organisation des Nations unies `ONU` parlent en français. A plus forte raison, les pays francophones où les populations parlent français représentent-elles pour moi un objectif très important. Ayant mis de l'ordre chez nous, nous allons diversifier nos propositions à l'extérieur. Cela doit être fait dans les mois qui viennent, peut-être avant la fin de l'année et je crois que le devoir de la France, sans vouloir se substituer à ses partenaires francophones, sans obéir à un réflexe, comment dirai-je, d'autériorité ou de supériorité qui serait mal ressenti, qui ne serait pas juste non plus, je pense que le rôle de la France, c'est de faire des propositions. J'espère qu'elles seront bien reçues.\

`Suite réponse sur la francophonie`

- Le Français reste une langue de très grand rayonnement. Il doit se battre pied à pied pour ne pas reculer. Ici ou là, il avance parfois. C'est un des combats qui ne peuvent pas se traduire en langage

reculer, ici ou là, il avance parfois. C'est un des combats qui ne peuvent pas se traduire en langage directement politique, mais un grand combat de caractère culturel qui touche au fond même de notre civilisation et sur lesquels il convient de ne pas perdre un terrain qui serait définitivement perdu. Voyez avec ces assemblées internationales, tous ces pays qui se rassemblent, les langues dominantes, celles d'aujourd'hui, je pense à l'anglais, celles qui demain peuvent rencontrer un large consentement, parce que ce sont de belles langues, des langues riches, je pense en-particulier à l'espagnol, et puis les grandes masses humaines qui parlent russe, celles qui parlent chinois, puis le monde arabe. Je ne veux être injuste à l'égard de personne. La France a un rôle qui peut être déterminant et croyez-moi, l'instrument majeur de ce rayonnement, c'est sa langue. Il m'est très agréable de dire cela à Liège, parce que en Wallonie et dans cette ville, l'un des ressorts principaux de cette action, à la fois par la fidélité à cette forme de culture, par la qualité et la précision de ce langage, par la richesse culturelle que l'on ressent aujourd'hui, comme on pouvait le ressentir il y a quelques siècles, donc la francophonie reste toujours présente à mon esprit. Il n'y a pas de débat difficile, puisque dans cette ville et dans cette province j'ai bien senti que, après les discussions que j'ai eues avec les responsables, l'accord était acquis d'avance. Merci.\